

RÉSISTANCE ET DÉPORTATION A LONGEVILLE-LÈS-SAINT-AVOLD - 1940-1945 -

Une tourelle de la Ligne Maginot symbolise le monument aux résistants et aux déportés de Longeville-lès-Saint-Avold.

A la base une simple inscription : « Leur chemin a été celui des sacrifices ».

Les sacrifiés sur le chemin de la liberté, ce sont 17 déportés non rentrés sur 88 personnes arrêtées dans une commune comptant à l'époque environ 2200 habitants.

La plus jeune victime entrait dans sa 18^e année; le plus âgé, qui était maire du village jusqu'en 1940, avait 70 ans.

Sept femmes sont mortes dans les camps, dont l'aînée avait 53 ans.

Il y a eu d'autres victimes - trois militaires tombés sur le champ d'honneur durant la bataille de France de mai à juin 1940 - sept fusillés durant les journées tragiques de juin et novembre 1944 - deux soldats des Forces Françaises Libres - dix-neuf « malgré-nous » tombés sur le front russe, - onze civils tués lors des événements et combats, soit en juin 1940 soit à la libération en novembre 1944.

On peut également citer les cinq hommes non inscrits à l'état-civil fusillés le 1.9.1944 au Castelberg lors d'un repli allemand, ainsi que les cinq prisonniers de guerre russes évadés, ayant vécu avec un maquis longevillois, décimé le 23 novembre 1944 par un *kommando* SS allemand.

C'est bien le drame d'un village dans la tourmente qui s'inscrit dans l'histoire de notre Lorraine entre 1939-1945.

En s'arrêtant devant cette épitaphe du monument, en tentant de suivre le cheminement des uns et des autres de nos compatriotes, on peut voir en sur-impression le pourquoi de certains actes de la tragédie.

Il y a le solide attachement de la population à son terroir à l'ombre de cette ancestrale abbaye bénédictine; il y a ce havre de spiritualité avec la communauté franciscaine; il y a ces enseignants et enseignantes et un clergé qui marquent leur temps; il y a un brassage des mentalités avec la construction de la Ligne Maginot et du Quartier de la Tour d'Auvergne, ainsi que la présence au village de nombreuses unités militaires depuis 1936.

Le premier événement de guerre pour les Longevillois, vivant en zone rouge, donc dans une localité frontrière, devant les ouvrages de la Ligne Maginot, sera l'évacuation en date du 1.9.1939. Une opération

vécue dans une impréparation et une urgence mal conçues car en deux heures, en fin d'après-midi, il fallait avoir quitté le village et se diriger vers la gare de Pont-à-Mousson.

La drôle de guerre aura été vécue sans de « grandes misères » dans les départements de la Vienne et du Pas-de-Calais ainsi que la région limitrophe du département mosellan.

On peut se poser la question du retour massif des habitants après l'armistice et l'annexion de fait. Hier comme aujourd'hui, les gens ont voulu retrouver leurs biens alors qu'ils étaient certes à l'étroit en terre d'accueil; les anciens, nos parents, pensaient retrouver un régime wilhelminien passablement libéral et l'on a entendu mille fois cette phrase : « ... pour chaque Lorrain qui part, un Allemand prend la place... ».

Et il y avait surtout une méconnaissance totale du régime nazi dont la première manifestation officielle sera pour tous, le passage obligatoire au Centre de Triage de Saint-Dizier.

Que d'amères pensées, en arrivant au bourg en ce 1^{er} octobre 1940, à la vue de ces emblèmes nazis flottant sur le couvent et la caserne des Gardes mobiles !

L'abbé André Rausch, ancien de Dachau, ancien conseiller général du canton de Faulquemont, élaborant un texte de préparation de la Loi Mondon, spécifique aux déportés des trois départements annexés, écrira entre autres... « L'autorité allemande a créé intentionnellement dans les départements de l'est, une situation de fait qui est complètement différente de celle des autres départements français... par la volonté du vainqueur de 1940 nous faisons partie intégrante du *Reich*... La résistance en Alsace-Lorraine ne pouvait plus être une lutte contre une force extérieure mais une lutte contre un gouvernement, contre une administration qui s'ingérait non seulement dans la vie politique de l'individu mais même dans sa vie privée... Vouloir créer une organisation de résistance sur le style du réseau, était chose téméraire... Il y a dans la législation allemande, applicable en Moselle, la fameuse loi dite « *Sippengesetz* » (loi de la responsabilité familiale); dans une même famille, tous les membres peuvent répondre des actes de l'un des siens, donc responsable en d'insoumission ou désertion... A cela s'ajoute lourdement la loi fondamentale du droit pénal exceptionnel en temps de guerre ».

Dans ce contexte précis on peut analyser clairement les faits marquants des journées du 3 juin 1944 et 23 novembre 1944.

Un dimanche d'octobre 1940, dans un café de la localité où déjà devait s'afficher la photo encadrée du *Führer*, quelques jeunes gens fêtaient, à leur manière, les retrouvailles après la drôle de guerre. Deux d'entre eux eurent des gestes et des propos de grosses plaisanteries devant ce cadre; les faits furent rapportés à la Gestapo par des civils allemands et dès le 21 octobre, ces jeunes gens prirent le chemin de Dachau pour 8 mois.

Dans ce même mois d'octobre, les premiers éléments de l'Unité K-1/322 du *Reichsarbeitsdienst* s'installaient dans le vaste domaine des Pères Franciscains, débutant leurs travaux par le saccage de la chapelle, devenue réfectoire et salle de réunion. L'Unité comptera jusqu'à 80 hommes, tous originaires du *Reich* au départ.

En avril 1941 c'est le *Gendarmerie-Posten* qui occupait un bâtiment du Quartier de la Tour d'Auvergne, unité de 6 à 8 hommes, territorialement compétente pour les villages de Longeville, Bambiderstroff, Zimming et Boucheporn, ces trois localités rattachées à l'*Ortsgruppe* « *Lubeln* ». Longeville avait retrouvé sa dénomination d'avant 1914-18, après avoir été quelques mois « Langsdorf ».

Ces « territoriaux » furent suivis de peu par 41 gendarmes, de souche allemande, rattachés à la SS *Hilfspolizei*.

C'est donc bien malgré elle que la population fut massivement gardée, surtout que ces unités, dans des exercices divers, battaient sans cesse la campagne.

Néanmoins, placée à la lisière de l'immense forêt du Warndt, sur l'axe Sarrebruck-Metz-Nancy via la France, la localité devint bientôt un point de passage et de ralliement pour de nombreux prisonniers de guerre français évadés. C'est là que débuta la résistance non structurée certes mais où les patriotes locaux se cherchèrent et se trouvèrent. Dans les premiers mois de l'annexion, ce furent des actes isolés d'hébergement d'évadés jusqu'à ce que la filière Aloys Karcher de Bambiderstroff fonctionne pleinement avec plusieurs points d'appui dans la région jusqu'à Nancy. La filière fut démantelée en juin 1942 sur dénonciation et Karcher lui-même y laissa sa santé et sa vie. D'autres structures existaient avec le presbytère de Créhange et l'abbé Rausch.

La présence de nombreux *Reichsdeutsche* et la différence des mentalités provoquaient de nombreux heurts en fin de semaine et ces escarmouches prenaient un tour toujours plus politique. De là on arrivait à des actes plus patriotiques avec des inscriptions murales, l'abattage du *Maibaum* symbolisant le monde du travail, la fixation d'un drapeau tricolore au sommet du plus haut sapin à la lisière de la forêt, route de Boulay, - arbre que les autorités firent abattre - mais surtout on puisait une espérance toujours renouvelée et amplement diffusée à l'écoute des radios clandestines.

La parution en avril 1941 de la mesure d'incorporation au *Reichsarbeitsdienst* (STO paramilitaire) de la classe 1922, donnait l'alarme et c'est en juin de la même année que les jeunes de la classe concernée ainsi que leurs camarades plus âgés, ayant déjà servi dans l'armée française et plus indépendants face à leurs parents, prirent le chemin de la terre de France.

Exemplairement, de la classe 1922 sur 20 incorporables dans les unités paramilitaires, 15 avaient gagné le territoire français.

Statistiquement, sur les classes mobilisables de 1914 à 1927 durant la période d'annexion, on comptera 203 incorporables : 82 subiront la cynique loi de conscription, 21 seront déserteurs, 46 resteront insoumis sur place et 54 choisiront l'évasion, dont une dizaine serviront dans l'armée d'Afrique.

Un Longevillois, Belvoix Nicolas, de la classe de 1917, soldat français, prisonnier de guerre, restera au *stalag* jusqu'en 1945.

Un tableau complémentaire donne les chiffres par classe (p. 439).

Les mesures de transplantation des familles des insoumis au *R.A.D.* prises en mai 1942 (familles Heible, Schaaf, Durand, Getrey, Losson Nicolas) stoppèrent ces évasions vers la France et il fallait se soumettre à la loi du plus fort.

De ce moment, jeunes et parents firent un calcul simpliste : accepter un temps d'instruction dans l'armée pour protéger la famille de toute mesure de représailles et profiter d'une permission pour désertier, ce qui se fit effectivement dans de nombreux cas. Néanmoins les cas notoires d'insoumission furent connus lorsque la mobilisation s'étendit aux classes ayant déjà servi dans l'armée française, soit juillet et août 1943.

Les premiers clandestins aménagèrent des caches dans les maisons ou dépendances, greniers, caves, étables, fumoirs, plancher aménagé, endroits qu'il fallait pouvoir atteindre en toutes circonstances, alors que pour le reste du temps on vaquait aux travaux intérieurs.

La nuit seule laissait une liberté restreinte, hors de la cache.

Tous n'eurent pas cette chance apparente et illusoire de la clandestinité, au vu de la situation familiale. De septembre à décembre 1943, huit adolescents, jetés sur le front russe, périrent dans ces combats. En ce temps là, les individus et les familles s'enfonçaient dans leurs destins.

Hélas, c'était aussi mal calculer les contre-mesures nazies. Ainsi dans le ressort de l'*Ortsgruppe* « Lubeln », fin mai 1944, le *Wehrkreis-kommando* de Saint-Avoid chiffrait les « absents » à près de 200.

Et ceci amena les rafles du 3 juin 1944 à Longeville, Bambiderstroff et par la suite encore à Porcelette.

Le 3 juin 1944 à Longeville

Cette véritable opération de guerre, rassemblant près de 1000 hommes, placée sous le commandement personnel du *Brigadenführer* SS et Major Général du *Sicherheitsdienst* du *Gau Westmark*, Anton Dunkern, comprenait des soldats SS, des policiers de la même formation, des fonctionnaires de la Gestapo, des S.A. parmi les fidèles du secteur de Moselle-

TABLEAU COMPARATIF

CLASSE	INCORPORABLES	INCORPORÉS	DÉSERTEURS	INSOUMIS SUR PLACE	ÉVADÉS EN FRANCE
1914	14	7	4	3	2
1915	12	7	5	–	2
1916	8	–	–	5	3
1917	15	7	1	2	4
1918	11	4	–	3	4
1919	12	1	–	4	7
1920	14	6	2	–	6
1921	9	4	1	–	4
1922	20	5	–	–	15
1923	16	13	3	–	–
1924	19	9	2	2	6
1925	17	9	3	5	–
1926	22	4	–	17	1
1927	12	6	–	5	–
14 Classes	203	82	21	46	54

N.B. Le 21.10.1944, une quinzaine de jeunes, des classes 1914-1918 ont été enrôlés de force et parmi eux des affectés spéciaux aux mines et sursitaires. Ils furent rapatriés après l'Armistice.

Un Longevillois, de la classe 1917, prisonnier de guerre français en 1940 a refusé de se faire démobiliser comme Alsacien-Lorrain et a été maintenu au *Stalag* jusqu'en 1945.

Est; elle a débuté en pleine nuit par l'encerclement du village par toutes les voies d'accès jusqu'aux chemins ruraux. A 3 heures du matin la localité était investie.

Pile à cette heure, un *kommando* important sous les ordres de Mehl, chef de la Gestapo de Metz, se faisait ouvrir la maison de Eugène Mouth, sous-officier français, à l'époque secrétaire de mairie, déjà emprisonné deux mois en juin 1942, lors du démantèlement de la filière Karcher. Ancien membre des services spéciaux de la Défense Nationale, il avait pu avoir quelques contacts avec la R.I.F. dont le général Valerie, Mgr. Barlier, etc. Il figurait en tête de la liste des personnes suspectes et son domicile fut perquisitionné de fond en comble mais sans succès; il fut néanmoins arrêté et conduit devant Dunkern, puis transféré avec les autres hommes pris ce jour au Fort de Queuleu.

Chaque *kommando*, dans chaque quartier, dans chaque rue avait sa liste de « maisons suspectes » à visiter, à investir. Tous les accès étaient sous contrôle. De ci, de là les coups de feu claquaient.

Vers 4 heures, un *kommando* était en action à la maison Ballèvre Auguste, rue des Anges, insoumis de la Classe 1916; ce dernier n'ayant pu rejoindre sa cache dans une dépendance, croyait pouvoir se sauver par le jardin attendant à la maison; une rafale de mitraillette le cloua mortellement blessé contre la clôture : peut-on oublier les cris déchirants de sa mère entraînée de force près du cadavre pour identification ? Arrêtée sur le champ pour aide à la désertion, elle mourut en décembre 1944, à l'âge de 53 ans, au camp de Ravensbruck.

A la même heure aussi, un *kommando* entraînait vers le lieu de rassemblement à la caserne notre ancien maire, Ballèvre Jean-Pierre âgé de 70 ans; pas le moindre égard pour sa tête blanche. Il mourut en août 1944 au camp de Struthof.

Qui des anciens ne se souvient du macabre cortège arrivant vers 10 heures par la Nationale 3 de la ferme de la Merbette ? Fougerousse Jean-Pierre conduisant son attelage de chevaux et la mère assise sur le chariot tenant dans ses bras le corps sans vie du fils Paul, 19 ans, blessé mortellement par balle et achevé à coups de baïonnette par un *kommando* rageur et dont le chef de file fit arrêter un instant le convoi pour tirer une rafale de mitraillette en direction d'un déserteur fuyant à travers champs. Le chef de famille mourut au camp de Dachau-Schoenberg en décembre 1944, la mère revint, mais brisée, de Ravensbruck. Ironie du sort, le corps de ferme fut brûlé lors des combats de libération.

Les rares témoins, derrière leurs fenêtres, n'oublieront jamais le passage rue de Souren du *kommando* encerclant un jeune homme encordé, poussé à coups de crosse, Nimeskern Vincent, 18 ans, débusqué par une meute de chiens quelque part derrière la distillerie, alors qu'il tentait de prévenir un copain de ce qui se passait au village. Vincent disparut en janvier 1945 au camp de Buchenwald.

Plus de quatre-vingts maisons furent ainsi investies, fouillées de fond en comble à la recherche des insoumis et déserteurs; dix de cette catégorie furent débusqués dans leurs caches ou au moment de fuir; les autres, père, mère ou sœur, étaient arrêtés au nom de la loi sur la responsabilité familiale.

La même opération eut lieu le même jour à Bambiderstroff et dans la soirée de cette mémorable journée, 96 personnes furent embarquées dans des camions et conduites, les hommes à Queuleu, les femmes dans certaines prisons de Metz et à la Brême d'Or.

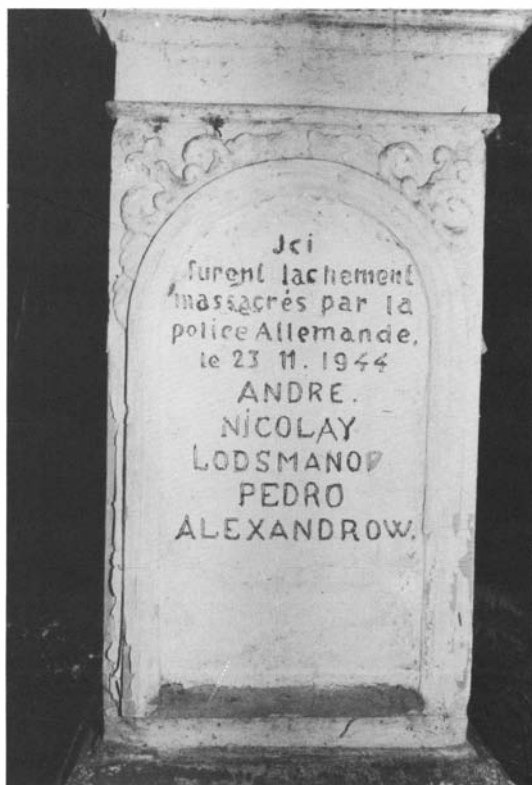
Il faut dire que certains *kommandos* ont agi avec un peu d'humanité, permettant aux personnes arrêtées de se restaurer et de s'habiller correctement, mais dans la plupart des cas les méthodes furent brutales telles chez Hettinger Michel à Kleindal, 67 ans, arraché à son lit de malade et qui décéda le 21 juin à Queuleu.

Certainement pour exemple, le 5 juin à l'aube, un peloton de la *Hilfspolizei* fusillait dans une carrière de sable à la sortie de la route de Faulquemont, un incorporé de force de cette unité, le nommé Xardel Fernand, 31 ans, né à Metz et demeurant à Pange, lequel avait déserté en février 1944, mais arrêté quelques jours après à la frontière française.

De ce jour, les choses ne furent plus les mêmes au village; une grande peur s'est installée mais aussi une vigilance accrue.

Si les perquisitions se multipliaient, parfois avec résultat, tel le 14 juin, où trois déserteurs furent pris à la fois alors qu'ils creusaient un abri dans la maison Bonnet, rue de l'École, les insoumissions et désertions se poursuivaient également. La bonne saison engageait ces derniers à chercher refuge dans la nature et surtout dans le massif forestier. Un noyau trouva refuge dans une galerie de mine ancienne côté sud du Castelberg, ayant déjà servi à des déserteurs longevillois en 1918 mais la majorité des gars optèrent pour la forêt du Warndt, quelque part en direction de Porcellette. C'est là d'ailleurs qu'ils prirent contact avec un groupe de prisonniers russes évadés des camps de Petite-Rosselle qui avaient leur base souterraine dans la digue du Kadaweier. Pour faire ces abris on utilisa les méthodes russes et les bonnes connaissances des ouvriers mineurs.

Les abris étaient boisés comme à la mine, avec une chicane à l'entrée et une descente à échelle recouverte d'une trappe toujours méticuleusement camouflée après fermeture. Chaque abri avait un trou d'aération lui aussi camouflé sous des branchages. Ce maquis de l'Elversbett qui comptait une dizaine de gars avait su s'organiser du mieux pour la circonstance. Bénéficiant de la complaisance d'une équipe de bûcherons et du garde-forestier, les clandestins travaillaient au façonnage du bois pour le compte de ceux-ci et au retour recevaient le ravitaillement. Une partie des Russes, qui auparavant vivaient de rapines, s'était bien intégrée au



Les souvenirs de l'opération de la Gestapo et des S.S. dans la forêt de Longeville-lès-Saint-Avoid le 23 novembre 1944. (Clichés Denis Metzger)

groupe local. Le garde-forestier veillait à leur annoncer préalablement les battues de chasse des dignitaires nazis du secteur.

Les hommes du Castelberg avaient un abri tout prêt - une galerie de sept mètres de long, hauteur d'homme -; l'entrée fut fermée par des blocs de pierre et bien camouflée de verdure, entretenue comme un jardinet. Entre les blocs, les occupants installèrent un conduit de fumée servant suivant les circonstances de trou d'aération. Une nouvelle entrée, laissant le passage à un homme, fut creusée dans le flanc de la galerie à laquelle on accédait par une échelle de bois recouverte d'une trappe. Le fond était aménagé pour 4 personnes. Une équipe y vécut de mars à la mi-novembre 1944; la corvée de ravitaillement était assurée par l'un et l'autre en utilisant une piste différente suivant le temps et l'heure. Ils connurent plusieurs alertes, entre autres le 3 juin 1944, où un *kommando* avec chien ratissait le secteur mais le camouflage a fait son effet. Comme dira l'un d'eux : « les geais étaient nos meilleurs guetteurs; familiers à nous-mêmes, ils faisaient entendre leurs cris à toute approche ».

Pour les uns et les autres, en forêt et dans les maisons, cette clandestinité était une lutte permanente - mille ruses contre la force policière toujours en action, mille astuces pour se préserver de toute indiscretion et il faut dire que la solidarité de tous les villageois a pleinement joué, mille contraintes pour s'offrir un ravitaillement en cette période de pénurie et là aussi, femmes et enfants ont beaucoup sacrifié.

Un maquis décimé

A la mi-novembre 1944, le front se rapprochait et les obus tombaient; tout travail hors des maisons cessait. Autant qu'il pouvait, le clandestin en forêt regagnait ses caches au village; seule la troupe circulait dans un va-et-vient indécis.

Dans le maquis de l'Elversbett il restait une dizaine d'hommes. On prenait quelques libertés, on préparait la libération en confectionnant des drapeaux français et même un américain pour signaler la présence aux aviateurs passant en rase-motte au-dessus du massif forestier. Ils ont été vus mais personne ne s'est compris dans ce jeu de signes.

Le 21 novembre dans l'après-midi, au retour d'une sortie pour ravitaillement, au détour d'un sentier forestier, deux déserteurs tombent nez à nez avec deux soldats allemands de la *Flack* encore bien armés : soldats perdus dans la nature ou hommes dans la désespérance voulant rompre tout combat, du moins donnaient-ils cette dernière version à leurs interlocuteurs. Le groupe se dirigea alors vers le camp de base, imprudemment certes. Là-bas on a vu arriver ce quatuor insolite et l'on tient le fusil à la main. Aux premiers coups de feu, les deux Allemands sont blessés.

Désarmés, on les soignera du mieux possible mais en raison de la gravité des blessures, le groupe local décidera de les conduire à la nuit

tombée chez un ancien infirmier au village. Sans autres moyens lui aussi, il les confiera à la première ambulance hélée au passage.

Dès cet instant, les roues du destin tourneront vite; les deux blessés allemands rapporteront leurs aventures à leur façon et pourront donner des indications précises sur les lieux. Le 23 novembre au début de l'après-midi, un *kommando* important de soldats S.S. descendra de camions arrêtés route de Porcelette au point le plus rapproché du secteur de l'Elversbett. En position de combat ils partiront vers la forêt. Peu après on entendra les coups de feu, les explosions de grenades et tard dans la soirée une section de S.S. ramènera deux maquisards à la caserne. Les faits seront relatés par bribes, ultérieurement, soit par les rescapés du jour, soit au retour des camps.

Bristiel Louis, 20 ans, son frère Nicolas, 18 ans, et Malhomme Julien, 18 ans, pris les armes à la main, seront fusillés sur place, après avoir été obligés de creuser leurs propres tombes, cinq prisonniers russes massacrés dans leurs abris; deux frères furent sauvés, bien que « grenadés » dans leur trou, grâce à la chicane de leur abri.

Les corps des fusillés furent retrouvés par hasard le 3 mai 1945 dans le secteur même; tous trois portaient sur la poitrine un tissu fait main, aux couleurs françaises.

Que d'aventures, que de vilains moments pour les uns et les autres de ces clandestins dont certains connurent 16 mois d'errance entre murs et bois. Sentir une baïonnette s'enfonçant dans le foin à quelques centimètres de la poitrine, se savoir surveillé des heures durant sans pouvoir bouger derrière un clapier, vivre dans un grenier alors que cinq obus tomberont sur la maison, être caché dans une cave et recevoir un obus non éclaté sur les genoux, être caché deux heures dans une petite haie, alors que les poursuivants s'arrêteront à cinq mètres de là, être poursuivi à l'aube sur 300 mètres par des tireurs qui lâcheront des rafales en votre direction, avoir des rages de dents, des incidents de santé multiples sans soins appropriés ! Minutes, heures, jours, semaines et mois que ces jeunes n'oublieront jamais et qui font encore dire à l'un et à l'autre : « jamais, je ne recommencerai cela ».

Lourd chagrin là où un parent a laissé sa vie pour assurer la liberté de l'un des siens; tristesse tout aussi profonde là où un jeune a accepté la contrainte et sacrifié sa vie afin de sauver les siens.

Destin tragique que celui du jeune Rouprich Pierre, 20 ans, de l'annexe de Kleindal, déserteur depuis quelques mois. Vivant les dernières heures avant la libération sous un abri rocheux près de sa demeure, il a vite confectionné un drapeau tricolore et fixé un drap blanc au bout d'une hampe pour le cas extrême. Hélas en cet instant du 26 novembre, où sortant derrière une chicane pour aller au-devant du premier soldat américain, il n'aura rien en main; ce dernier le prenant pour un ennemi virtuel, lâcha une rafale de mitraillette fatale pour lui et sa mère qui dut être amputée.

On ne dénombra pas moins de 17 cas à Longeville, où sous le coup des événements et selon le choix fait par les uns et les autres, des frères auraient pu être des « frères ennemis » sur le champ de bataille.

Par décision n° 41 du 1^{er} juillet 1948, le Secrétaire d'État aux Forces Armées « Guerre » a cité à l'Ordre de la Division la Commune de Longeville-lès-Saint-Avold. Cette citation comporte l'attribution de la Croix de Guerre avec Étoile d'Argent.

Pour conclure, j'emprunte ces mots de la préface à la brochure relatant les événements de 1939-1945 à Longeville-lès-Saint-Avold :
... « Nous n'avons pas le verbe haut et nos cœurs sont humbles. Notre culte du souvenir comme celui de nos morts est discret, intérieur, à l'image de la douleur contenue. Il faut être de notre sol pour comprendre ce que cachent nos fronts taciturnes ! ».

Émile LOSSON